

# **Communiqué de la sixième réunion du Comité des dix ministres des Finances et gouverneurs de banques centrales africains**

**Washington, D.C., États-Unis d'Amérique, le 19 avril 2012**

1. Nous, membres du Comité des dix (C10) ministres des Finances et gouverneurs de banques centrales, nous sommes réunis le 19 avril 2012 à Washington DC, aux États-Unis d'Amérique. Organisée conjointement par la Banque africaine de développement (BAD), la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) et la Commission de l'Union africaine (CUA), la réunion a été présidée par M. Donald Kaberuka, Président de la BAD. Créé sous les auspices des ministres des Finances et gouverneurs de banques centrales africains, le Comité a pour mission de suivre l'impact des évolutions financières et économiques mondiales sur l'Afrique, d'examiner les options qui s'offrent aux responsables de l'action publique, de promouvoir une participation plus active de l'Afrique à la gouvernance des institutions financières internationales et de renforcer l'engagement de l'Afrique avec le G20. Notre réunion a été précédée par celle des experts, qui s'est tenue le 18 avril 2012.

2. Les pays et institutions ci-après ont pris part à la réunion : Afrique du Sud, Algérie, Botswana, Cameroun, Égypte, Kenya, Nigeria, Tanzanie, Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC), Union africaine et Banque africaine de développement.

3. Nous avons examiné l'impact des récentes évolutions mondiales sur l'Afrique. Nous avons exprimé notre préoccupation face aux retombées négatives que risque d'avoir sur les économies africaines la crise de la dette souveraine dans la zone euro. Malgré les récents signes d'amélioration aux États-Unis, nous notons que la reprise mondiale demeure fragile et que les retards mis à corriger les déséquilibres mondiaux ont des effets dévastateurs sur les économies et les populations du continent. Selon une estimation de la BAD, si la croissance se contractait de 1 point de pourcentage dans les pays de l'OCDE et de 0,8 % dans les pays émergents, tandis que les prix du pétrole augmentaient de 10 %, la croissance de l'Afrique ralentirait de 1,8 % en 2012 et 36 millions de personnes supplémentaires viendraient grossir les rangs des Africains vivant en dessous du seuil de pauvreté. En outre, l'investissement intérieur, l'épargne et les exportations de produits non pétroliers accuseraient un recul.

4. Nous notons l'impérieuse nécessité de promouvoir la viabilité budgétaire en vue de créer la marge de sécurité requise pour prémunir nos populations contre les difficultés économiques et sociales. Nous invitons les pays africains à poursuivre leurs ambitieux programmes de réformes structurelles afin de créer une croissance durable et de corriger les déséquilibres actuels. Nous soutenons également les efforts déployés, dans notre intérêt mutuel, pour accélérer l'intégration régionale grâce notamment au suivi du commerce intra-africain et à la mise en œuvre rapide du Programme minimum d'intégration de l'Union africaine. En outre, le développement du continent passe par la mise en valeur du double atout sans cesse croissant que représentent ses ressources naturelles et humaines. Nous exhortons nos pays à redoubler d'efforts pour mobiliser les ressources intérieures. L'une des voies à suivre consisterait à officialiser le secteur informel, promouvoir la croissance, mener des réformes fiscales, approfondir le marché financier, émettre des obligations dédiées à l'infrastructure et mettre les partenariats public-privé au service de la création d'emplois pour les jeunes.

5. Nous relevons que l'Afrique possède la population la plus jeune au monde et que, d'ici 2030, près d'un jeune sur trois dans le monde sera africain. Pour réaliser le potentiel qu'offre ce dividende démographique, toutefois, nous devons veiller à une croissance inclusive et créatrice de plus d'emplois pour les jeunes, en particulier les jeunes femmes. Nous convenons que la création d'emplois demeurera au premier rang de nos priorités, surtout l'emploi des jeunes. L'acquisition des compétences pertinentes sera déterminante. Nous demandons à nos institutions panafricaines d'accompagner nos efforts tendant vers une croissance inclusive en Afrique et d'aider à assurer la coordination avec la communauté internationale. Nous notons combien la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement sera cruciale à cet égard.

6. Nous soulignons que les récentes pressions inflationnistes, consécutives à la hausse des prix mondiaux des produits alimentaires et du pétrole, ont mis à rude épreuve les économies et les populations du continent. Les effets de la hausse des prix des produits alimentaires et des carburants ont été accentués par une grave sécheresse et la forte dépréciation des taux de change dans nombre de pays. Nous avons noté l'importance que revêtent les restrictions budgétaires et une saine gestion macroéconomique pour maîtriser l'inflation dans les pays africains. Il est tout aussi capital de parvenir à une solide diversification économique propre à lever les goulets d'étranglement structurels, y compris la faiblesse de la productivité et les insuffisances de l'infrastructure du commerce intérieur, qui inhibent l'offre de produits alimentaires. Nous demandons à la BAD de faire le point, avant notre prochaine réunion, des progrès réalisés sur le concours à fournir aux pays africains afin de les aider à faire face à la volatilité des prix internationaux des produits alimentaires.

7. Dans la lutte contre l'inflation des prix alimentaires, le recentrage sur l'agriculture sera nécessaire pour accroître la production alimentaire. Nous invitons nos pays à consacrer davantage d'investissements à la transformation, au stockage et au transport des produits alimentaires ainsi qu'à la création de marchés pour les produits agricoles. Nous demandons à la BAD et à la CEA d'examiner en profondeur cette question, y compris les meilleures pratiques, et de nous rendre compte à la prochaine réunion.

8. La lutte contre l'inflation requiert un certain degré d'indépendance de la banque centrale ainsi qu'un système financier fonctionnant bien, qui communique efficacement les mesures de politique monétaire au reste de l'économie. Dans beaucoup de pays, le ciblage de l'inflation serait de mise, mais les institutions qu'il faut pour protéger le marché doivent être en place. Nous appelons à davantage de coordination des politiques budgétaire et monétaire, qui a fait ses preuves dans un certain nombre de pays africains.

9. Nous convenons que les pays africains doivent s'attaquer au problème des subventions mal ciblées, dont les effets ont été contraires à ceux qui étaient recherchés. À cet égard, nos pays doivent formuler et mettre en œuvre des subventions intelligentes, bien ciblées et sur mesure. Une vaste campagne de sensibilisation du public et une bonne base de données sont des préalables à la réussite de ces subventions intelligentes. Il importera de mettre en place des filets de sécurité qui ne fragilisent pas la viabilité budgétaire à long terme.

10. Nombreux sont les pays africains qui découvrent d'importantes réserves de pétrole et de gaz, entre autres ressources naturelles. Si elles sont bien gérées, ces ressources contribueront à l'accélération durable de la croissance et à l'éradication de la pauvreté absolue. Elles signifient aussi moins de dépendance à l'égard de l'aide extérieure. Dans le même temps, il est nécessaire d'assurer une saine gestion budgétaire et de la dette de peur de retourner à l'ère du surendettement extérieur et d'hypothéquer les acquis de nombreuses années de réformes fructueuses.

11. Nous appelons encore une fois à plus de transparence et au pourvoi des postes de direction dans les organisations internationales en faisant appel à la concurrence. En outre, dans un monde de plus en plus interconnecté, il importe pour un développement mondial plus inclusif que l'Afrique puisse faire entendre davantage sa voix. Les accords concernant la représentation de l'Afrique dans les enceintes internationales doivent être respectés, notamment l'engagement de créer un troisième siège pour l'Afrique subsaharienne au FMI.

12. Nous rappelons que lors du sommet du G8 à L'Aquila en 2009, les chefs d'État, les gouvernements, les organisations internationales et régionales ont pris l'engagement de mobiliser 20 milliards de dollars sur trois ans pour la mise en œuvre de l'Initiative de L'Aquila pour la sécurité alimentaire (IASA). Nous exhortons les pays développés et les organisations internationales à accélérer la mise en œuvre de cette importante initiative. Nous demandons à la Commission de l'Union africaine d'assurer le suivi et de rendre compte des progrès accomplis sur cette initiative d'ici le mois de juin prochain.

13. Nous rappelons les principes de Busan ayant trait à l'appropriation des priorités de développement par les pays en développement, à l'orientation vers les résultats, aux partenariats ouverts à tous (ouverture, confiance, respect mutuel et apprentissage), à la transparence et à la responsabilité mutuelle. Nous exhortons les différentes parties prenantes – y compris les pays de l'OCDE, les pays à revenu intermédiaire, les partenaires de la coopération sud-sud et triangulaire, et les organisations de la société civile – à pleinement honorer les engagements pris à Busan sur la base de ces principes partagés. Il est nécessaire d'améliorer non seulement la qualité de l'aide, mais aussi sa prévisibilité, et de s'intéresser davantage à la réalisation des objectifs nationaux de développement d'une manière générale.

14. Nous avons passé en revue le chemin parcouru vers la mise en place du Fonds vert pour l'Afrique (FVA). Nous saluons l'adoption du Fonds vert pour le climat (FVC) à la faveur de la COP-17 à Durban et exhortons la communauté internationale à honorer ses engagements de financement. Nous demandons à la Banque africaine de développement de développer encore davantage, rationaliser et mieux coordonner les instruments thématiques de financement climatique dont elle assure la gestion, afin d'aider l'Afrique à mieux se préparer à un accès accru au FVA et à d'autres fonds mondiaux consacrés au climat. Nous nous réjouissons à la perspective de réussite de la conférence Rio+20, appelée à approfondir les discussions sur l'économie verte, le développement durable et l'éradication de la pauvreté en se fondant sur les principes de justice, d'équité et d'inclusion.

15. Nous nous félicitons des progrès accomplis par le Panel de haut niveau du G20 sur l'infrastructure et appelons à la mise en œuvre rapide du Plan d'action des banques multilatérales de développement. Nous invitons le G20 à soutenir l'expansion de l'investissement dans l'infrastructure en Afrique, en commençant par les six projets identifiés sur le continent par le Panel. En outre, nous soutenons pleinement toutes les initiatives visant à accroître l'investissement dans l'infrastructure en Afrique.

16. Nous remercions l'Égypte pour son excellent travail. La prochaine réunion se tiendra à Alger vers la fin de 2012, sous la présidence de l'Algérie. Nous rendons hommage à l'Algérie pour avoir accepté d'assurer la prochaine présidence. Les dates de la réunion seront communiquées aux membres en temps utile.

Washington, DC, le 19 avril 2012